

Cote du document: EB 2013/LOT/G.14
Date: 8 novembre 2013
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI – CEPALC

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Tomas Rosada
Économiste régional
téléphone: +39 06 5459 2332
courriel: t.rosada@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Recommandation d'approbation	1
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2
Annexe	
Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC): Programme en faveur d'une croissance sans exclusive, de politiques pour la production rurale et de filières participatives en Amérique latine et dans les Caraïbes	3
Appendice	
Results-based logical framework (Cadre logique axé sur les résultats)	

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), telle qu'elle figure au paragraphe 7.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI – CEPALC

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant une proposition de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par un centre international ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 1 490 770 USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui au programme de recherche et de formation mené par la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes.
2. Le document relatif au don soumis au Conseil d'administration pour approbation figure en annexe au présent rapport:

Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC): Programme en faveur d'une croissance sans exclusive, de politiques pour la production rurale et de filières participatives en Amérique latine et dans les Caraïbes.
3. Les objectifs et la teneur du programme de recherche appliquée considéré sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la politique du Fonds en matière de financement sous forme de dons.
4. L'objectif stratégique primordial qui guide la Politique révisée du FIDA en matière de dons, approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009, est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou novatrices ainsi que des politiques et institutions qui favorisent le développement agricole et rural en donnant aux populations pauvres, femmes et hommes, des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.
5. La politique vise l'obtention des résultats ci-après: a) promotion d'activités innovantes et élaboration de technologies et d'approches novatrices au profit du groupe cible du FIDA; b) activités de sensibilisation, de plaidoyer et de concertation sur les politiques s'agissant des questions importantes pour les ruraux pauvres menées par ce groupe cible ou en son nom; c) renforcement de la capacité des institutions partenaires à fournir toute une gamme de services d'aide aux ruraux pauvres; et d) promotion, auprès des parties prenantes au sein des régions et de l'une à l'autre, de l'assimilation des enseignements, de la gestion des savoirs et de la diffusion de l'information au sujet des questions liées à la réduction de la pauvreté rurale.

6. Le programme proposé est conforme à l'objectif et aux résultats escomptés de la Politique révisée du FIDA en matière de dons. Il encouragera des activités innovantes et élaborera des approches à l'appui du groupe cible du FIDA (résultat a)); et il favorisera la sensibilisation et appuiera des activités de plaidoyer et de concertation sur des questions qui revêtent de l'importance pour les populations rurales pauvres (résultat b)).

Deuxième partie – Recommandation

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme en faveur d'une croissance sans exclusive, de politiques pour la production rurale et de filières participatives en Amérique latine et dans les Caraïbes, accordera un don ne dépassant pas un million quatre cent quatre-vingt-dix mille sept cent soixante-dix dollars des États-Unis (1 490 770 USD) à la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes à l'appui d'un programme de deux ans et demi. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC): Programme en faveur d'une croissance sans exclusive, de politiques pour la production rurale et de filières participatives en Amérique latine et dans les Caraïbes

I. Contexte

1. Cette proposition vise à promouvoir une participation plus dynamique des petits producteurs ruraux et des petites entreprises et coopératives rurales aux filières agricoles, afin de favoriser le changement structurel en Amérique latine et dans les Caraïbes (ALC). Des groupes ruraux de concertation permettront d'établir des contacts entre les petites et les grandes entreprises, et favoriseront le dialogue entre les acteurs publics et privés dans huit filières au sein de quatre pays. Les pays seront sélectionnés lors de la première étape de la mise en œuvre du don, conjointement par l'équipe du FIDA dans la région ALC et par la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). Les critères de sélection seront la pertinence du programme pour le pays et la volonté du gouvernement concerné de s'engager dans le processus participatif décrit dans la proposition. Les groupes de concertation élaboreront des stratégies et des plans d'action pour s'attaquer aux principaux obstacles au développement de certaines filières du point de vue des petites entreprises. Des diagnostics techniques et des études comparatives seront utilisés afin d'analyser la pertinence des marchés locaux et internationaux pour les petits producteurs ruraux, en tenant compte des particularités de chaque filière.
2. Cette initiative permettra également de fournir des informations, des instruments, des bases de données et des formations aux agents publics chargés de concevoir des politiques pour la production rurale. Les fonctionnaires développeront de nouvelles capacités afin de promouvoir les activités économiques locales, en particulier celles qui sont prometteuses pour les petites entreprises et les coopératives. La collaboration des parties prenantes à la formulation de politiques et à la conception de politiques et de stratégies pour la production rurale renforcera la participation active et l'engagement à l'égard de leur mise en œuvre. L'approche participative et les mécanismes de suivi-évaluation prévus favoriseront la transparence et la responsabilisation, et aideront à limiter l'emprise des acteurs plus puissants.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

3. Les économies de la région ALC sont "structurellement hétérogènes". Il existe de vastes écarts de productivité du travail entre les différents (et au sein des) secteurs et territoires. Selon la CEPALC, la structure économique duale – dans laquelle les impulsions en faveur du changement et de l'innovation sont concentrées aux mains de quelques entreprises, secteurs et territoires – est au cœur de la persistance des inégalités dans la région. Combattre la pauvreté et les inégalités dans la région ALC n'est donc pas seulement une question de politique sociale, mais cela implique également des changements économiques structurels en vue de diminuer les écarts de productivité et de permettre aux petits producteurs, aux petites entreprises et à leurs organisations d'accumuler des revenus, des capitaux, des technologies et des connaissances. Selon la CEPALC, des politiques publiques décisives sont nécessaires pour infléchir l'hétérogénéité structurelle. L'objet de ce programme est de proposer une méthodologie visant à faire évoluer les structures économiques en intégrant les petits producteurs, les petites et les grandes entreprises ainsi que les acteurs

publics et privés à la formulation de politiques et de stratégies de production pour les filières rurales.

4. Le renforcement des filières peut se révéler une approche efficace pour générer de la croissance et réduire les écarts. Élaborer des politiques de production en tenant compte des obstacles rencontrés par les petites entreprises rurales devrait permettre de tirer parti des "nouvelles dynamiques rurales" et d'en faire profiter les petites entreprises. Cela devrait se traduire par des améliorations plus soutenues et plus rapides de la productivité et des conditions de travail dans le secteur rural.
5. Dans la région ALC, la CEPALC est l'un des organismes chef de file en termes tant de collecte et diffusion d'informations et de données sur le développement économique et social que d'analyse des processus économiques au niveau national et régional. Son aptitude à mobiliser, aux plus hauts niveaux, les experts et les décideurs de la région est indiscutable. La CEPALC, principal intervenant de renom dans le domaine de la concertation sur les politiques dans la région ALC – en particulier sur les filières et les politiques pour la production –, est à l'origine d'une vaste documentation sur ces thèmes. L'organisation donnera de la substance, tant de nature technique que politique, aux discussions que le FIDA entend promouvoir sur les politiques pour la production rurale et les filières participatives dans la région.
6. Le FIDA et la CEPALC ont en commun un engagement institutionnel de longue date dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités dans la région ALC. Cette proposition favorisera de plus grandes synergies entre les deux institutions et leur permettra de poursuivre leurs objectifs et stratégies de manière plus efficace. La proposition est conforme aux objectifs du Cadre stratégique du FIDA 2011-2015, à l'objectif et aux résultats de la Politique révisée du FIDA en matière de dons et au plan de travail stratégique de la Division Amérique latine et Caraïbes (LAC).

III. Le programme proposé

7. L'objectif général du programme est de favoriser la participation des petits producteurs ruraux, des petites entreprises et de leurs organisations aux filières de la région ALC. Les objectifs du programme sont les suivants: i) élaborer des stratégies de développement des filières, à travers des processus de concertation sur les politiques, en vue d'augmenter les revenus, de réduire les risques, et de renforcer les compétences et l'influence des petits producteurs, des petites entreprises rurales et de leurs organisations dans la région ALC; ii) renforcer les capacités des gouvernements et des acteurs nationaux et locaux en termes d'élaboration de politiques pour la production rurale visant à combler les écarts de revenus et de productivité des petites entreprises rurales; et iii) développer des méthodologies participatives et des outils d'analyse des politiques pour la production rurale en vue de combler les écarts de revenus et de productivité dans la région ALC.
8. Les groupes cibles directs sont: i) les petits producteurs ruraux de biens et de services; et ii) les fonctionnaires nationaux chargés de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques publiques. Les groupes cibles indirects sont les autres acteurs des filières rurales – grandes entreprises, associations de producteurs et de travailleurs, coopératives, prestataires de services financiers et autres organisations de développement.
9. Le programme durera deux ans et demi, et il comportera trois grandes composantes:
 - a) **Développement de filières rurales participatives pour les petites entreprises:** les petits producteurs ruraux, les petites entreprises et leurs organisations dans les quatre pays sont soutenus par le biais de groupes public-privé de concertation sur les politiques. Les activités réalisées dans les

huit filières améliorent l'accès à celles-ci et renforcent le pouvoir de négociation des travailleurs ruraux et des petites entreprises, et leur permettent de forger de nouveaux partenariats entre eux et avec d'autres parties prenantes, de faire progresser les plans d'action et stratégies de développement des filières, de recevoir une plus grande part des bénéfices et d'affronter les problèmes d'inégalité entre les sexes au sein des filières. Les défis sont relevés grâce à des plans d'action et stratégies spécifiques public-privé. Cela permet d'améliorer l'efficacité, la rentabilité et l'équité de répartition des filières ciblées.

- b) **Capacités du secteur public:** les fonctionnaires et les institutions publiques bénéficient d'un soutien technique et reçoivent des informations qui améliorent leur compréhension des obstacles auxquels les petites entreprises rurales et les petits producteurs sont confrontés pour accéder aux filières. Ils collaborent avec la CEPALC sur des études techniques de référence et préparent des recommandations en vue de réformer les politiques et les réglementations administratives qui restreignent le développement des filières pour les petites entreprises et les petits producteurs ruraux. Les fonctionnaires apprennent à utiliser les outils d'analyse économique, à promouvoir des débats participatifs à l'échelle locale et à favoriser la transparence.
- c) **Méthodes et bases de données:** les principales parties prenantes utilisent des bases de données et des outils pour identifier les principaux freins financiers, à l'emploi et autres. Les parties prenantes préparent des stratégies et des plans d'action à l'aide des méthodes, des outils et des bases de données développés dans le cadre du programme. La communication tout le long de la filière et avec les fonctionnaires s'en trouve améliorée. Les manuels, le matériel de formation et les rapports sont largement diffusés.

IV. Résultats et avantages escomptés

10. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:

- des stratégies et des plans d'action participatifs public-privé visant à renforcer huit filières rurales dans quatre pays de la région ALC;
- un diagnostic technique et des critères de comparaison pour éliminer les obstacles et combler les écarts dans les huit filières rurales, y compris le développement de services financiers et d'assurance pour les petits producteurs ruraux, les petites entreprises, les coopératives, les travailleurs et leurs organisations;
- des recommandations concernant les politiques, fondées sur des preuves pour réduire les écarts de productivité et de revenus dans les quatre pays de la région ALC, sur la base des résultats des processus participatifs (huit stratégies et plans d'action visant à renforcer et à améliorer les filières sélectionnées et quatre notes d'orientation techniques visant à améliorer l'accès aux services financiers dans les zones rurales);
- huit groupes de concertation public-privé qui préparent des stratégies et des plans d'action visant à améliorer les filières rurales;
- la diffusion des activités en cours, ainsi que des produits et résultats du programme par le biais de communiqués de presse, de notes d'orientation, de réunions d'experts, de publications et d'un site Internet spécifique;
- huit ateliers de formation sur la méthodologie de la CEPALC pour des filières à valeur ajoutée et sur les problèmes connexes au plan des politiques (en matière de services financiers, d'emploi et de production);

- la formation sur le terrain des fonctionnaires nationaux dans chaque pays;
- de nouvelles méthodes pour identifier et éliminer les obstacles au développement des zones rurales, en mettant l'accent sur les petits producteurs et travailleurs agricoles;
- une meilleure compréhension de l'évolution récente de la productivité agricole et de l'emploi dans les quatre pays sélectionnés. Une révision des politiques sociales et de l'emploi propres à chaque pays, y compris des propositions visant à les modifier le cas échéant;
- un manuel technique pour la promotion des filières, axé particulièrement sur les petites entreprises rurales et leurs organisations; et
- des bases de données sur l'emploi, les liens en amont et en aval, et les instruments financiers dans les zones rurales de la région ALC.

V. Modalités d'exécution

11. **Organisme d'exécution.** La CEPALC mettra en œuvre ce programme à partir de son siège sous-régional au Mexique. Elle sera responsable du respect du calendrier et de la gestion financière du programme, en étroite coordination avec le FIDA, ainsi que du compte rendu des résultats. Le travail de la CEPALC est caractérisé par des relations bien coordonnées avec les autorités publiques et les participants. Pour garantir le succès de la mise en œuvre du programme, il est impératif de laisser suffisamment de temps pour les consultations, les discussions techniques et le transfert de capacités aux agents publics et autres acteurs locaux. De même, les consultations et les discussions avec les producteurs ruraux sont essentielles à la réalisation des objectifs du programme.
12. **Gestion du programme et période d'exécution.** La CEPALC mettra en place un groupe technique pour la mise en œuvre de ce programme dans son siège sous-régional de Mexico, sous la supervision du Directeur. Une collaboration est envisagée avec d'autres divisions de la CEPALC à Santiago (Chili) et avec d'autres bureaux dans la région ALC. Les procédures administratives et les réglementations financières établies par les Nations Unies s'appliqueront à la gestion du programme, y compris les voyages, le recrutement des consultants, les réunions, les publications et les audits. Les audits seront effectués à la satisfaction du FIDA et en accord avec les Directives du FIDA relatives à l'audit des projets. La période d'exécution de ce programme est de deux ans et demi.
13. **Suivi-évaluation et établissement des rapports.** Le cadre logique axé sur les résultats du programme, y compris les indicateurs qui y sont établis, guidera le suivi-évaluation du programme (voir appendice). Le suivi et l'établissement régulier de rapports relèveront de la responsabilité de la CEPALC, en coordination avec le FIDA. La CEPALC produira un rapport concernant les questions de fond et opérationnelles (y compris les aspects financiers) à la fin de la première année, à la fin de la deuxième année et au terme du programme. Le suivi-évaluation portera, au minimum, sur les différents indicateurs objectivement vérifiables détaillés dans le cadre logique.
14. L'une des clés de voûte de l'exécution de ce projet est la participation du personnel du FIDA basé sur le terrain et des homologues dans le pays. Des produits spécifiques de savoir – base de données comparatives sur l'emploi, manuels techniques sur la meilleure façon de favoriser la création de filières, notes techniques sur les questions de services financiers sans exclusive et d'emploi en milieu rural, documents d'orientation – serviront de matériel d'appui pour l'élaboration des grandes orientations. Le matériel produit sera transmis aux divisions concernées du FIDA. Tout au long du cycle de projet, et dans une optique de partage des analyses et des enseignements, la Division LAC du FIDA organisera,

à Rome et dans la région ALC, des activités de savoir et d'apprentissage sur le thème des filières. Les questions relatives à la propriété intellectuelle des analyses et publications issues de cette collaboration seront discutées et convenues avec la CEPALC au début de la période d'exécution des activités financées grâce au don.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

15. Le coût global du programme est d'environ 2,4 millions d'USD, pour lequel la CEPALC fournira 0,9 million d'USD sous forme de contributions en nature et le FIDA versera 1,5 million d'USD. Les activités du programme sont à forte intensité de savoir et de main-d'œuvre, et impliquent des processus participatifs exigeants. À cet effet, du personnel sera affecté à plein temps à la mise en œuvre des activités du programme, et sera chargé d'assurer un suivi attentif de tous les partenaires concernés des secteurs public et privé, et de maintenir une communication constante afin de renforcer la concertation et le dialogue entre les groupes du programme. Un coordonnateur général et un adjoint administratif seront spécialement recrutés pour le programme. Ils sont pris en compte sous la rubrique "salaires et indemnités", dans le tableau ci-après. La CEPALC encouragera les gouvernements nationaux à contribuer en nature, y compris à travers la mise à disposition du temps des agents publics et la prestation de services locaux tels que des moyens de transport et des lieux pour les réunions des groupes de concertation.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
Salaires et indemnités ^a	303 010	802 084
Consultants	335 000	
Frais de voyage	320 000	
Formation ^b	262 000	5 000
Dépenses de fonctionnement ^c	117 000	95 000
Frais généraux/frais de gestion	153 760	
Total	1 490 770	902 084

^a Correspond au personnel de la CEPALC spécifiquement recruté en vue de travailler pour le programme et au personnel régulier de la CEPALC affecté au programme.

^b Comprend les cours de formation, les réunions d'experts et les réunions de coordination.

^c Comprend les matériaux durables et non durables (tels que les logiciels, les CD), la communication, le matériel de bureau utilisé pour le programme, et les coûts de diffusion (distribution des publications, conception de pages web, mise en place des bases de données).

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	To is to foster the participation of small rural producers, firms and their organizations in value chains in Latin America and the Caribbean (LAC)	Improved public policies and services to promote inclusive growth in rural areas, with emphasis in small producers and upgrading their insertion in value chains.	Periodic program reports; Final external evaluation.	No major external shock disturbs selected value chains. Political commitment for rural productive policy.
Objectives	<ol style="list-style-type: none"> 1. To generate strategies for value chain development, through policy dialogue processes, aiming to increase incomes, reduce risks and enhance smallholders' skills. 2. To strengthen governments' and stakeholders' capabilities to formulate rural productive policies to close income and productivity gaps for small rural firms. 3. To develop participatory methodologies and analytical tools aimed at closing productivity and income gaps in LAC. 	<p>Eight value chain strategies and action plans agreed upon by m stakeholders.</p> <p>Government with stakeholders, identify strategic objectives for each value chain and draft action plans.</p> <p>Government and stakeholders master the methodologies and analytical tools for rural productive policies.</p>	<p>Periodic program reports;</p> <p>Final external evaluation.</p>	<p>Collaboration by main public and private stakeholders in each country.</p> <p>Availability of statistical information.</p>
Outputs	<ol style="list-style-type: none"> 1.1 Public-private participatory strategies and action plans to enhance eight rural value chains in four countries in LAC 1.2 Technical diagnosis and benchmarks to remove constraints and close gaps on eight rural value chains. 1.3 Evidenced-based policy recommendations for closing productivity and income gaps in four countries. 2.1 Eight public-private dialogue groups prepare strategies and action plans aimed at upgrading rural value chains. 2.2 Dissemination of outputs and outcomes through media briefs, policy notes, meetings, publications and webpages. 2.3 Eight training workshops on ECLAC's methodology for value added chains and related policy issues. 2.4 Training of government officers in each country. 3.1 New methodologies to identify and remove barriers to development in rural areas, with emphasis on smallholders. 3.2 Better understanding of recent trends in agricultural productivity and employment in four countries. 3.3 Technical manual for fostering value chains with emphasis on small rural firms and their organizations. 3.4 Databases on employment, backward and forward linkages and financial instruments in rural areas in LAC. 	<p>Eight public-private dialogue groups complete the process leading to a shared strategy and an action plans for the value chain.</p> <p>Eight diagnostics on value chains to remove constraints.</p> <p>Eight strategies and action plans to strengthen selected value chains.</p> <p>Four technical policy notes.</p> <p>At least 50% of participants to dialogue groups consider very relevant or relevant the activities of those groups.</p> <p>Four technical notes to improve access to financial inclusion in rural areas.</p> <p>One comparative database on employment, backward and forward linkages and financial instruments.</p> <p>A note addressing specificities of making rural productive policy in LAC.</p>	<p>Periodic program reports;</p> <p>Final external evaluation</p> <p>Evaluation surveys conducted after dialogue groups and experts meetings</p> <p>Evaluation surveys conducted after training workshops.</p>	<p>Staff turnover in targeted government departments is not acute.</p> <p>Participants are open to incorporate new knowledge and methodologies.</p>
Key Activities	1.1 Elaborate eight in-depth diagnostics on bottlenecks faced by selected value chains.	Number of local dialogue groups, frequency of meetings and number of participants.	Periodic program reports;	Key public officers are available to participate in technical

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
	<p>1.2 Produce eight value chain maps and prepare eight benchmark studies on international “best practices” to overcome bottlenecks in selected value chains.</p> <p>1.3 Prepare eight benchmark studies on international “best practices” to overcome bottlenecks in selected value chains.</p> <p>1.4 Provide technical assistance for the drafting of eight strategies, action plans, and policy recommendations.</p> <p>1.5 Organize 16 policy dialogue groups to discuss diagnostics, benchmarks, strategies and action plans.</p> <p>1.6 Prepare four technical notes on rural financial inclusion and labor issues in rural areas.</p> <p>2.1 Prepare baseline studies on rural financial inclusion in four countries in LAC.</p> <p>2.2 Prepare meeting minutes, technical notes and policy briefings and recommendations for decision-makers.</p> <p>2.3 Organize four training workshops on ECLAC’s value chain methodology (one in each selected country).</p> <p>2.4 Organize four training workshops on windows and instruments for rural financial inclusion.</p> <p>2.5 Analyze national household surveys to better understand rural employment and labor markets in LAC.</p> <p>2.6 Conduct research studies on employment and productivity in four selected countries in LAC.</p> <p>2.7 Conduct a multi-stakeholder workshop to discuss the results of the studies, and their policy implications.</p> <p>2.8 Work with public officers: identification of value chains, policy dialogue, workshops, information dissemination..</p> <p>3.1 Publish a technical manual that integrates the various methodologies, on how to foster value chains with emphasis on small rural firms and their organizations.</p> <p>3.2 Prepare comparative databases on employment, backward and forward linkages and financial instruments in rural areas in LAC.</p>	<p>Number of policy papers, technical studies and methodological reports.</p> <p>Number of strategies and action plans for rural value chains.</p> <p>Comparative database.</p> <p>Number of media briefs.</p>	<p>Final external evaluation.</p> <p>Evaluation surveys conducted after dialogue groups and experts meetings.</p> <p>Evaluation surveys conducted after training workshops.</p> <p>Programme website visits.</p>	<p>assistance activities.</p> <p>Key stakeholders are willing to participate in the process, in particular small producers, input providers, public officers from participating agencies, among others.</p>